

Avignon, le 28 septembre 2020

DÉCLARATION LIMINAIRE AU COMITE TECHNIQUE LOCAL du 28/09/2020

Monsieur le Président,

Comme nombre de pays, la France fait toujours face à une crise sanitaire inédite et inégalée par son ampleur depuis plus d'un siècle.

Cette crise sanitaire ne fait qu'accroître la crise sociale déjà présente, mais déclenche également une crise économique sans précédent.

Cette pandémie aura permis de montrer à quel point les services publics sont nécessaires, à quel point il est important d'avoir des fonctionnaires en nombre suffisant, et dotés des matériels adéquats, pour assurer le bon fonctionnement du pays.

Toutes les Administrations sont essentielles à la vie de nos concitoyens sur le plan sanitaire et économique, pour le «vivre ensemble», et en termes d'égalité et d'équité de traitement.

Tout le monde le dit, du Président de la République à ses Ministres, les fonctionnaires sont essentiels à la vie de la Nation.

M. Dussopt a réitéré ces propos, le 23 juin 2020, lors de la journée mondiale de la Fonction Publique.

Ministres et Directeur Général n'ont eu de cesse de féliciter les fonctionnaires durant cette période.

Cependant, la prise de conscience est une chose, mettre les actes et les moyens en adéquation en est une autre. Et là, le compte n'y est pas !

Malgré les inquiétudes et le mécontentement, malgré le besoin vital d'un service public humain de proximité, malgré les enjeux colossaux en matière de finances publiques, et malgré la crise économique qui se profile, les pouvoirs publics ont annoncé la reprise des restructurations et la poursuite des suppressions d'emplois au sein de la Direction Générale des Finances Publiques.

Pour **Solidaires Finances Publiques**, il est indispensable qu'une présence forte de la DGFIP demeure sur le territoire, et permette un véritable soutien, et un accès physique aisé à tous nos services, aux populations.

En effet, il faut gérer à la fois les conséquences de la crise sanitaire, et les tâches de gestion courantes.

Tout cela ne peut s'envisager avec des restructurations qui désorganiseront la DGFIP, et mettront en danger ses missions.

Cependant, en cette période de rentrée, la situation est toute autre...

Dans le plan de relance annoncé par le Gouvernement, une grande partie des fonds servira à octroyer de nouveaux cadeaux aux entreprises, sans en exiger de contrepartie en retour.

Ce plan ne sera pas financé par le rétablissement d'un impôt plus juste, mais par les gains hypothétiques engendrés par une croissance future.

L'autre levier de financement, annoncé clairement, se fera sur le dos des services publics et de ses usagers, de la Fonction Publique, de ses emplois, de ses perspectives d'évolution en matière de carrière ou de négociations salariales.

Ainsi, la DGFIP relance, sur la base du monde d'avant, ses chantiers de réforme et de réorganisation de services.

Dans le même temps, en s'appuyant sur les «mesures sanitaires» arrêtées par le Gouvernement, les services de la DGFIP doivent tendre vers un mode de fonctionnement «normal». Ubuesque !!!

Pourquoi s'étonner du mail adressé à tous les agents de la DGFIP par le Secrétariat Général du Ministère le lundi 7 septembre ?

La nouvelle Ministre de la Fonction Publique, pardon de la «transformation» de la Fonction Publique, terme pudique utilisé pour ne pas employer les mots destruction ou démantèlement, la nouvelle Ministre donc, Amélie de Montchalin, figure de l'ultra libéralisme jusqu'au bout des doigts, nous demande gentiment, au prétexte d'accompagner efficacement le plan de relance du Gouvernement, je cite : «de proposer toute idée qui permettra de simplifier l'action publique au quotidien».

En d'autres termes, on demande aux agents s'ils ont des idées afin de scier la branche sur laquelle ils sont assis...

Dans ce contexte particulièrement difficile, **Solidaires** sera au rendez-vous des groupes de travail programmés au plan national. Ils vont dessiner les grandes orientations qui présideront à nos promotions, à nos mutations, à nos déroulements de carrière.

Ils vont aussi traiter de l'évolution de nos missions, des conditions de leur exercice, et de nos structures de travail.

Autant de sujets sur lesquels nous ne laisserons pas l'Administration décider seule de notre avenir.

Nous tenons à vous rappeler qu'à l'instar des différents baromètres publiés sans honte par la Direction Générale, et sans commentaire, puisqu'ils leur donnent tort, le moral des personnels est en berne: démotivation, sentiment d'inutilité, manque de perspective, que ce soit dans le travail ou en termes de carrière, incertitude quant à l'avenir professionnel.

Solidaires Finances Publiques condamne la fin du maillage territorial des services des Finances Publiques. L'appellation «Nouveau Réseau de Proximité» n'est qu'une justification politiquement correcte de la destruction de nos services.

Le démantèlement programmé de notre Administration est en route. Bientôt, des missions seront bradées à d'autres organismes publics, voire au privé, et nous finirons par ne plus en garder que la portion congrue.

En effet, la présence des services sera conditionnée à la mise en place de conventions, d'une durée de 5 ans, signées avec des structures extérieures à notre Administration (Maisons France Service, réseau des buralistes...).

Une chose est certaine, la reprise du Nouveau Réseau de Proximité devra s'accompagner, à la DDFiP de Vaucluse, d'une campagne d'information renforcée à destination des agents de votre part et uniquement de votre part car nous vous le rappelons encore une fois solennellement : nous ne serons pas les porte-paroles de vos funestes projets.

Des réponses sont attendues. Les agents veulent avoir une vision globale de l'avenir des services et, par voie de conséquence, de leur avenir collectif et personnel.

C'est pourquoi, tout en maintenant fermement sa revendication de l'arrêt de toutes les restructurations, **Solidaires Finances Publiques** de Vaucluse vous demande de communiquer le calendrier complet des restructurations prévues présenté dans les documents de travail préparatoires à ce présent CTL, y compris hors Nouveau Réseau de Proximité à l'ensemble des agents de la DDFiP de Vaucluse et de retourner vous en expliquer dans tous les services du département.

En tout cas, pour Solidaires Finances Publiques, vous l'aurez bien compris, reprendre le Nouveau Réseau de Proximité comme si de rien n'était pour 2021/2023 avec des suppressions de Trésoreries, concentrations/suppressions de services, restriction lourde de l'accueil des usagers... est clairement pour nous irresponsable.

Les perspectives de carrière ne sont également pas aussi idylliques que le prétend la Direction Générale.

Les plans de promotion se réduisent d'année en année comme peau de chagrin. Pareillement, avec les nouvelles règles de mutations, nationales comme locales.

L'opacité dans laquelle sont élaborés les mouvements depuis que la compétence des CAP a été remise en cause, mais également les petits bricolages malsains de la Centrale en termes d'affectation des stagiaires, font que les mouvements de mutations deviennent de plus en plus incertains pour ceux qui ne voudraient pas sacrifier leur vie de famille, ou leur cadre de vie, pour une promotion ridicule en termes de salaire, qui les mettraient dans le rouge en cas de double résidence.

Un mot tout de même sur l'accueil du public.

Il est indéniable que l'utilisation du numérique a fortement augmenté ces dernières années. Mais est-ce une raison pour laisser tout un pan de nos concitoyens livrés à eux-mêmes face à une matière aussi complexe et rébarbative ?

Malgré la réalité concrète du terrain, et les besoins affirmés de nos concitoyens, l'accueil et le renseignement du public continuent à être traités de manière dogmatique par la DGFIP, en faisant fi des réels besoins des contribuables.

Et ceci est clairement assumé, tant par l'Administration que par le Gouvernement.

Tout est fait pour écarter le public de nos locaux : fermeture des services, suppression progressive des plages de réception, mise en place et généralisation de l'accueil sur rendez-vous, obligation au télépaiement et à la télédéclaration... ne cherchons pas de logique dans cette démarche, elle demeure comme le souligne **Solidaires Finances Publiques**, purement idéologique et dogmatique.

Elle a comme unique objet, sous prétexte du développement d'internet, de diminuer la présence territoriale de la DGFIP, et donc d'accompagner (voire de devancer) les suppressions d'emplois et la baisse des dotations budgétaires.

Malheureusement, les faits sont têtus, et la situation actuelle le prouve. Le public est attaché à

un accueil physique entre autre, réactif et spécialisé, et surtout de proximité. Il veut et a besoin d'un accompagnement au plus près de ses attentes.

Il veut pouvoir trouver près de son domicile, un agent technicien et disponible, proche de ses préoccupations, et avec qui il va pouvoir échanger en toute quiétude et sérénité. Par conséquent, **Solidaires Finances Publiques** ne peut que déplorer la précipitation de l'Administration sur ce sujet sensible.

Avant de passer au tout numérique, et de «forcer» nos concitoyens à utiliser des outils technologiques qui ne sont maîtrisés que par une partie de la population, il aurait été plus judicieux d'analyser le vrai besoin des contribuables, et de leur proposer les modalités d'accueil adéquates.

Autre sujet, le recours de la Direction à des emplois contractuels.

Certes vous nous répondrez que cette possibilité vous est donnée pour combler les vacances d'emplois après le dernier mouvement de mutation.

Pourtant, un appel à la liste complémentaire participerait tout naturellement à ce comblement. Et ces vacances n'existeraient pas si le recrutement par concours répondait ainsi aux besoins des services. Et que dire des 40 000 emplois supprimés en 15 ans !!!

Mais ce n'est pas la solution qu'a choisi notre Direction Générale, et vous vous êtes donc engouffrée ou vous allez certainement vous engoufrer, Monsieur le Directeur, dans la possibilité de recruter des CDD précaires qui ne resteront que 3 ans maximum à la DGFIP avec des différentiels de rémunération.

Solidaires Finances Publiques condamne fermement cette possibilité de recourir à des emplois contractuels, précaires et mal rémunérés, en lieu et place d'agents recrutés par concours.

Enfin, nous continuerons d'insister sur l'importance de l'action de notre administration dans une période où les enjeux certes sanitaires mais aussi économiques et sociaux ont démontré son importance et son utilité. Nous disons ainsi que: «nous ferons tout ce qui est de notre possible pour que, «dans le monde d'après», cette utilité de notre administration et de la puissance publique ne soit pas balayée par les projets gouvernementaux austéritaires. Ceux-ci oublient bien vite l'impératif de respect des missions fondamentales de notre service public, de respect des agents publics, de leurs droits et de leurs conditions de travail.».

Pour conclure, nous répéterons encore et encore que si nous siégeons aujourd'hui ce n'est aucunement pour «co-gérer» quoi que ce soit avec vous. C'est notre volonté de dénoncer en instance officielle ces reculs du service public et des droits et garanties des agents. Notre volonté de mettre en avant concrètement les analyses et besoins des agents et leur rendre compte des informations recueillies et des débats qu'elles suscitent. Notre volonté de ne pas vous laisser le champ libre dans votre œuvre destructrice de la DGFIP.